

Avenant n° 3 du 27 juin 2023
relatif au régime de remboursement complémentaire frais de santé

NOR : ASET2550449M

IDCC : 3168

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FNP ;

FFPMI,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

UNSA ;

CAT,

d'autre part,

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule

Les parties signataires se sont réunies en commission paritaire le 27 juin 2023 et ont décidé de faire évoluer le régime frais de santé obligatoire mis en place par accord du 23 décembre 2013 de la convention collective des professions de la photographie.

Au vu des résultats du régime, pour s'assurer de sa pérennité, les partenaires, sociaux ont décidé d'augmenter les taux de cotisation de la garantie de base essentiel du régime frais de santé.

Article 1^{er} | Financement du régime frais de santé

L'article 10 de l'accord frais de santé « Financement du contrat collectif » de la convention collective du 20 décembre 2013 et de l'article 1^{er} de l'avenant n° 1 du 2 juillet 2015 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les cotisations sont établies sur la base de la législation de l'assurance maladie et de la réglementation sociale et fiscale en vigueur au moment de la prise d'effet du présent avenant. Les cotisations seront revues sans délai en cas de changement de ces textes. Les parties signataires pourront également convenir d'une révision de garanties en tout ou partie à cette occasion.

Le financement du régime est assuré par une cotisation à la charge de 50 % de l'employeur et de 50 % du salarié.

Par dérogation à la répartition de la cotisation définie ci-dessus, les employeurs pourront prendre en charge l'intégralité de la cotisation due par des salariés à temps partiel ou des apprentis dès lors que l'absence d'une telle prise en charge conduirait ces salariés à s'acquitter d'une cotisation au moins égale à 10 % de leur rémunération brute.

Taux de cotisation mensuel pour le régime de base obligatoire « Essentiel »

Salariés base « Essentiel »	Régime général de la sécurité sociale	Régime Alsace-Moselle
Adhésion obligatoire du salarié	1,12 % PMSS ⁽¹⁾	0,75 % PMSS ⁽¹⁾

Ayants droit base « Essentiel »	Régime général de la sécurité sociale	Régime Alsace-Moselle
Adhésion facultative : conjoint	1,16 % PMSS ⁽¹⁾	0,79 % PMSS ⁽¹⁾
Adhésion facultative : enfant	0,62 % PMSS ⁽¹⁾	0,44 % PMSS ⁽¹⁾

Personnel relevant de l'article 4 de la loi Évin	Régime général de la sécurité sociale	Régime local Alsace-Moselle
Ancien salarié ⁽²⁾	1,12 % PMSS ⁽¹⁾	0,75 % PMSS ⁽¹⁾
Adhésion facultative : conjoint	1,26 % PMSS ⁽¹⁾	0,83 % PMSS ⁽¹⁾
Adhésion facultative : enfant	0,62 % PMSS ⁽¹⁾	0,44 % PMSS ⁽¹⁾

(1) PMSS : plafond mensuel de la sécurité sociale.

(2) Loi Évin : tarif salarié (1^{re} année) et ayants droit.

Taux de cotisation des régimes facultatifs confort et summum (régime général et régime Alsace-Moselle)

Option 1 (Confort)	Option 2 (Summum)
Adulte : 0,41 % PMSS	Adulte : 0,91 % PMSS
Enfant : 0,13 % PMSS	Enfant : 0,25 % PMSS

La cotisation étant exprimée en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale, celle-ci augmentera chaque année en fonction de l'évolution de ce plafond.

Les cotisations du régime de base dues par les salariés sont prélevées mensuellement par l'employeur sur le bulletin de salaire.

Les cotisations des adhésions facultatives dues par les bénéficiaires sont prélevées mensuellement sur le compte bancaire des bénéficiaires.

Les cotisations du régime obligatoire sont payables trimestriellement à terme échu. Elles doivent être versées à l'organisme assureur au cours du 1^{er} mois de chaque trimestre civil pour le trimestre écoulé.

Les cotisations sont dues pour la totalité du mois au cours duquel les garanties sont accordées.

L'organisme assureur procédera le cas échéant au recouvrement des cotisations dues par l'entreprise en cas de non-paiement dans les délais.

Le montant de la cotisation sera revu par les parties en fonction notamment de l'évolution de la législation et des résultats du régime. »

Article 2 | Date d'entrée en vigueur

Le présent avenant entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2024.

Article 3 | Extension du présent avenant. Publicité

Le présent avenant est fait en nombre suffisant d'exemplaires originaux pour remise aux parties signataires et dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8 et D. 2232-2 du code du travail.

Suivant les dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires n'ont pas retenu de dispositions spécifiques telles que visées par l'article L. 2232-10-1 du code du travail à l'attention des entreprises de moins de 50 salariés dès lors que le présent avenant vise à modifier le régime collectif obligatoire frais de santé dont doivent bénéficier les salariés relevant de la convention collective et ce quel, que soit l'effectif.

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant dans les conditions fixées aux articles L. 2261-5 et suivants du code du travail afin de le rendre applicable à l'ensemble des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des professions de la photographie.

Fait à Paris, le 27 juin 2023.

(Suivent les signatures.)